



**Kalimero**  
est un collectif  
et une caisse de solidarité  
pour les prisonniers de la  
guerre sociale en cours

**Kalimero est un collectif et une caisse de solidarité pour les prisonniers de la guerre sociale en cours.**

En prison, avoir de l'argent pour se procurer les denrées de base est une nécessité. Pour permettre aux personnes incarcérées de satisfaire leurs besoins élémentaires, nous souhaitons leur envoyer un mandat mensuel de 120 euros.

Une caisse de solidarité a besoin de continuité. Nous n'avons ni sponsor, ni mécène, aussi avons nous convenu d'un rendez-vous par mois pour collecter des sous pour alimenter la caisse. Ces rencontres sont également l'occasion d'échanger des informations, d'assurer le suivi des différentes histoires et de discuter des situations qui se présentent.

Dans un souci de régularité, ces rencarts ont été fixés le 2<sup>ème</sup> jeudi de chaque mois à 19h.

Pour envoyer de l'argent, pour demander des informations, ou pour être tenus au courant des prochains rendez-vous et être inscrit sur la mailing-list de kalimero, écrivez à

**[kalimero.paris@riseup.net](mailto:kalimero.paris@riseup.net)**

Pour envoyer de l'argent, pour demander des informations, ou pour être tenus au courant des prochains rendez-vous du collectif et être inscrit sur la mailing-list de kalimero, écrivez à

**[kalimero.paris@riseup.net](mailto:kalimero.paris@riseup.net)**

## C'est vraiment trop inzuste !



### Le maton te guette

À chaque mouvement social, au moment où l'État décide de distribuer des mois de prison, on peut entendre « *C'est incroyable, on n'a jamais vu un tel niveau de répression !* » De même, trop souvent les proches d'un inculpé, lorsqu'ils s'organisent, soulignent la particularité de son cas, de sa personnalité, de son statut social, du contexte. Presque systématiquement, ils véhiculent l'idée que la répression qui les touche aurait un caractère « anormal », participerait d'un dysfonctionnement de la démocratie...

Pour en finir avec cette hypocrisie, nous avons décidé de former un collectif de solidarité avec les inculpés de la guerre sociale en cours. Pour notre part, nous soulignons plutôt l'évidence : le sort ignoble que l'on veut nous faire subir reproduit la normalité de ce monde, il est le lot commun de tous les révoltés.

Parce que nous savons que la Police et la Justice ne sont que des machines de guerre visant à écraser toute velléité de révolte, nous n'invoquerons pas en pleurnichant une position de victime. La tâche que nous nous fixons est d'apporter une aide concrète et matérielle aux camarades, compagnons et amis (même si nous ne les connaissons pas) principalement sous la forme de mandats mensuels pour les prisonniers, en apportant une aide technique pour la défense et en participant à la création d'un rapport de force à l'intérieur comme à l'extérieur du tribunal.

Parce que nous savons que la répression ne se limite pas au moment où la matraque s'abat sur le crâne du

récalcitrant, mais est constitutive de chaque moment du quotidien sous la domination du Capital, qu'elle se constitue de milliers de dispositifs psychologiques et matériels omniprésents obligeant la masse des prolétaires à accepter une vie de merde sous la contrainte... nous créons une caisse de solidarité sur la région parisienne, non pas pour réagir uniquement à une répression du dit « mouvement social », mais pour nous inscrire dans la continuité de révoltes qui peuvent être individuelles ou collectives et prendre diverses formes.

Dans différentes villes, des caisses de soutien sont en voie d'être créées. Si nous ne souhaitons pas nous organiser au niveau national à cause de la lourdeur bureaucratique que cela impliquerait, il est clair en revanche que nous fonctionnerons avec elles suivant des principes d'entraide et de réciprocité.

Nous mettons également en place une liste d'avocats acceptant d'être peu payés (se contentant de l'aide juridictionnelle) car en tant que techniciens du droit et connaisseurs des rouages du code pénal, il est souvent utile de faire appel à eux. Néanmoins, il doit être clair que ce sont les inculpés eux-mêmes qui décident de leur ligne de défense. Ils doivent disposer des éléments nécessaires (accès à leur dossier par exemple) pour définir la manière dont ils souhaitent le faire... sans en enfoncer d'autres, bien entendu. Les notions de culpabilité ou d'innocence ne font pas partie de notre vocabulaire.

Nous aurions pu nous appeler « Collectif de Solidarité avec les Inculpés de la Guerre Sociale En Cours », ce qui aurait donné C.S.I.G.S.E.C., ce qui est non seulement moche mais de plus imprononçable. Nous avons préféré faire appel à un célèbre bandit casqué, tout de noir vêtu, c'est son nom qui nous représentera... j'ai nommé **Kalimero**.

### Les temps sont durs

Dans un contexte où l'État et le Capital sont à l'offensive pour intensifier leur contrôle et l'exploitation, la révolte sociale ne peut que s'étendre et s'amplifier tant dans des mouvements massifs qu'au quotidien. Alors qu'elle s'exprimait à nouveau (après le mouvement lycéen, novembre 2005, la lutte dite anti-CPE) au cours de la période électorale, nous nous sommes retrouvés à plusieurs individus avec la volonté d'agir en solidarité avec les nombreux camarades, compagnons et amis (même si nous ne les connaissons pas) inculpés à la suite d'actions individuelles ou collectives.

# solidarité

Il y a tant de raisons de se révolter contre ce monde, rien d'étonnant donc si certains, certaines le font et agissent.

L'État, aidé par les journalistes et tous les garants de l'ordre existant (syndicats et partis en première ligne), répond généralement en montrant du doigt une partie des révoltés qu'il enferme dans des catégories créées pour l'occasion : les émeutiers se résument à la "racaille", comme la débrouille devient de la "criminalité organisée", et retenir un patron peut être considéré comme une "prise d'otages"... Tous rapports de causalité sociale et politique disparaissent, ne laissant place qu'à des êtres méchants ou fous-furieux, auxquels personne ne pourrait s'identifier.

## Des spectres hantent le monde

Ces différentes désignations d' "ennemis intérieurs" servent à séparer, à isoler du reste de la société celles et ceux qui s'opposent à la bonne marche du système et percent la lourde chape de la pacification démocratique. Il s'agit de créer un consensus contre eux pour les réprimer plus facilement. Instiller la peur est de longue date pour l'État une manière de souder la société. Cela lui permet de se renforcer en se posant en protecteur... au besoin par la terreur. La révolte se diffuse en novembre 2005 et c'est l'état d'urgence, le GIGN et le RAID sont envoyés de plus en plus souvent pour mater les récalcitrants.

A intervalles réguliers, on nous ressort aussi la figure "du terroriste", pratique pour présenter des "monstres" aux actes incompréhensibles et totalement "étrangers" au commun des mortels.

La notion de "terrorisme" dont dispose l'État est suffisamment large pour qu'il puisse l'appliquer à son gré face à certaines situations. Ainsi, deux faits complètement similaires pourront être qualifiés ou pas de "terroriste". Cela a bien sûr des conséquences sur le traitement policier et judiciaire : prolongement de garde à vue pouvant aller jusqu'à 6 jours, difficulté accrue pour voir un avocat, puis pour préparer la défense...

## Crapules ou paranos ?

Aujourd'hui, beaucoup font des pieds et des mains pour se démarquer des suspects, inculpés ou condamnés. Que ce soit en proclamant n'avoir rien en commun avec ceux qui sont sous le coup de la justice, en ressassant les théories sur la manipulation ou en employant les catégories du pouvoir (criminels, terroristes, psychopathes), ils font exactement le jeu que l'État attend d'eux. Peut-être pensent-ils ainsi apparaître comme plus responsables et plus légitimes, et – qui sait – devenir des interlocuteurs de choix du pouvoir.

En effet, reprendre les catégories policières : les "bons manifestants" et les "méchants casseurs", les grévistes "responsables" et ceux qui ne respectent même plus leur outil de travail, etc, re-

vient à dire qu'il faut agir exclusivement selon les règles du jeu imposées par notre adversaire.

Quand les âmes bien-pensantes disent « *la révolte, oui certes. Mais pas comme ça et pas maintenant* », elles la repoussent encore à de lointains ailleurs ou un hypothétique avenir. Et elles continuent à présenter des actes de rébellion concrète et réelle comme "étrangers". Affirmer qu'il est inconcevable que des gens s'opposent directement à l'ordre existant, c'est dire à demi mot qu'il n'y a pas de révolte sociale possible. Chercher à coller aux révoltes un visage, une identité, une structure, c'est faire un travail de flic ; leur inventer des meneurs, une source de financement occulte, des ficelles tirées dans l'ombre, c'est nier qu'elles n'ont souvent besoin que de moyens rudimentaires et de détermination.

Forger et utiliser ses propres moyens de lutte placerait-il de fait en-dehors du champ des luttes sociales ? C'est le discours que tiennent l'État et ses relais directs car ils défendent leurs intérêts... Cependant, il semble plus étrange de constater à quel point il est intégré chez la plupart des personnes qui prennent part aux mouvements de lutte.

Chacun devrait avoir à l'esprit que plus l'État, sa justice et sa police, restreignent le champ de ce qui est permis, plus celui de l'illégalité s'étend au point de s'immiscer dans l'ensemble de nos faits et gestes. Ne pas se satisfaire des critères édictés par l'État et ses acolytes, n'est pas faire preuve d'un esprit de transgression « extraordinaire », c'est simplement se donner la possibilité d'agir au quotidien.

## Contre toutes les prisons

Aujourd'hui, de manière générale, la taule est une arme aussi banalement appliquée contre la conflictualité sociale que le coup de matraque ou le lacrymogène.

La prison n'est pas qu'un lieu où l'on enferme pour détruire méthodiquement le déviant, c'est aussi une idée distillée dans tout le corps social, une menace qui doit produire que chacun se tienne tranquille. Elle est l'aboutissement des techniques d'isolement et de séparation. De plus en plus nombreux sont celles et ceux qui finissent enfermés derrière des murs et des portes bien verrouillées par des cercles concentriques de matons, de juges, de flics, de journalistes, de syndicalistes responsables. Arracher l'individu à ses relations, séparer chaque corps par l'encellulement et aussi isoler une partie des prolétaires que l'on enferme des autres, restées à l'extérieur : voilà la technique et la fonction du système carcéral. Et si la solidarité est l'arme la plus efficace contre la répression – et la prison en particulier – c'est parce qu'elle est l'exact contraire de ces séparations.



Solidarité !

**Kalimero** Paris